



CH-3003 Berne, OFROU

Courrier A

SG DETEC
Service juridique
Palais fédéral nord
3003 Berne

Votre réf. : 622.2-00273/kus
Notre réf. : S085-1320/Wae
Collaborateur/trice : Jean-Marc Waeber
Berne, le 28 février 2019

**RN01 Jonction de Rolle - réaménagement
Prise de position finale de l'OFROU**

Mesdames, Messieurs,

Par courrier du 23 novembre 2018, vous nous avez demandé de prendre position au sujet des remarques formulées par le canton de Vaud et les offices fédéraux concernés dans l'affaire susmentionnée.

Vous trouverez ci-dessous notre prise de position.

1. Prise de position de l'OFC du 17 octobre 2018

Le projet ne porte pas préjudice aux objectifs de sauvegarde du patrimoine construit. L'OFC, sur la base des art. 2, art.3 et art. 6 LPN, approuve le projet sans autre commentaire.

Proposition de l'OFROU

L'OFROU prend acte de l'avis de l'OFC sans autre commentaire.

2. Prise de position de l'ESTI du 25 octobre 2018

2.1. a. Rapprochement des lignes électriques avec d'autres installations ou autres constructions (prise de position de l'ESTI, page 2)

Demande [1] de l'ESTI

Ces travaux seront menés à proximité ou le long de lignes Moyenne et Haute-Tension :

- 1 ligne aérienne Haute Tension de 220 kV propriété de Swissgrid
- 2 lignes aériennes Moyenne Tension, propriétés de la Romande Energie
- 1 ligne aérienne Haute Tension de 40 kV, propriété de la Romande Energie

L'ESTI préavise favorablement le projet en formulant les charges et conditions suivantes.

[1] Les charges et conditions du point C sont à respecter

Proposition de l'OFROU

La demande peut être acceptée.

Justification de l'OFROU

Les conditions du point c sont traitées ci-après au point 2.3.

2.2. b. Construction et modification d'installations électriques soumises à la procédure d'approbation des plans en vertu de l'art. 1 OPIE (prise de position de l'ESTI, page 2)

Demande [1] de l'ESTI

Le projet de construction prévoit des modifications d'installations électriques soumises à la procédure d'approbation.

Les détails techniques indispensables à la procédure d'approbation des plans des installations électriques doivent être transmis à l'ESTI. Si des raisons impératives de s'écarter du projet précité se font jour, ceci au plus tard avant que l'ESTI ne rende sa prise de position définitive après l'examen du projet de détail. Conformément à l'accord DETEC/OFROU/ESTI du 2 février 2016.

Proposition de l'OFROU

La demande peut être acceptée.

Justification de l'OFROU

Lors de l'élaboration des plans de détail (phase projet de détail), les modifications d'installations seront documentées en coordination avec le(s) propriétaire(s) des dites installations et les plans de détail seront transmis à l'ESTI.

2.3. c. Mise en place du chantier / Prévention des accidents (prise de position de l'ESTI, pages 2 et 3)

Demande [1] de l'ESTI

Les prescriptions relatives au rapprochement des lignes électriques avec d'autres installations ou d'autres constructions sont à respecter. Conformément à l'ordonnance sur les lignes électriques [RS 734.31] art. 38, Annexe 8 et art. 42, annexe 9.

Proposition de l'OFROU

La demande peut être acceptée.

Justification de l'OFROU

Concernant l'application de l'art. 38 OLEI (RS 734.31), il est à signaler qu'aucun bâtiment n'est planifié dans le cadre du projet, ce dernier n'est donc pas concerné par l'application dudit article. Lors de l'exécution des travaux, les dispositions de l'art. 38 et de l'annexe 8 seront appliquées aux bâtiments provisoires implantés dans la zone de chantier.

Concernant l'application de l'art. 42 OLEI (RS 734.31), les dispositions de l'art. 42 et de l'annexe 9 seront appliquées pour l'implantation, provisoire et définitive, des candélabres. Cette implantation est à définir dans la phase suivante du projet (projet de détail).

Demande [2] de l'ESTI

Les mesures préventives appropriées lors des travaux d'entretien et de maintenance doivent être déterminées par des conventions écrites entre les exploitants concernés et si nécessaire consignés

dans le concept de sécurité des exploitants concernés (p. ex. Distance de rapprochement maximale, mesures de protections, mise à la terre)

Proposition de l'OFROU

La demande peut être acceptée.

Demande [3] de l'ESTI

Les constructions métalliques doivent tous se trouver en dehors des zones d'influences dangereuses des mises à la terre des supports de la ligne aérienne à haute tension.

Les constructions métalliques situées dans la zone d'influence des terres de supports des lignes requièrent un mode de pose approprié, une séparation électrique ou une isolation afin qu'aucune tension de contact dangereuse ni aucune migration de potentiel ne puissent y apparaître.

Proposition de l'OFROU

La demande peut être acceptée.

Justification de l'OFROU

Pour les éléments métalliques (en particulier les clôtures et les systèmes de retenue) situés dans la zone d'influence des lignes, un concept de mise à terre sera élaboré dans la phase ultérieure du projet (projet de détail). Ce concept précisera les dispositions de pose, de mise à terre et d'isolation ou de séparation électriques à mettre en œuvre pour les constructions à exécuter.

Demande [4] de l'ESTI

Les constructions métalliques doivent être mises à la terre selon les directives de l'exploitant de la ligne.

Proposition de l'OFROU

La demande peut être acceptée.

Justification de l'OFROU

Justification identique à celle de la demande précédente [3] de l'ESTI.

Demande [5] de l'ESTI

L'OFROU devra consulter les exploitants des lignes aériennes lors de la planification du projet et ils devront ensemble prendre les mesures nécessaires pour la protection du personnel. Ils en surveilleront son exécution et son respect. Les exploitants des lignes aériennes devront être invités aux séances importantes réservées aux directeurs de travaux et devra être informé au moins 2 semaines avant le début des travaux sur le site.

Remarque : La zone des lignes aériennes selon le ch. 38 de l'annexe 1 OLEI est la zone sous et à côté des lignes aériennes, limitée latéralement par des plans verticaux à 5 m de distance horizontale de part et d'autre du conducteur extérieur. Au-dessus du conducteur inférieur, la distance horizontale de 5 m est augmentée de la valeur du dépassement jusqu'à un maximum de 20 m.

Proposition de l'OFROU

La demande peut être acceptée.

Demande [6] de l'ESTI

La directive relative à la mise en œuvre de grues et de machines de chantier à proximité de lignes électriques aériennes No.66138.f, 1ère édition février 2018, est à respecter.

Proposition de l'OFROU

La demande peut être acceptée.

Demande [7] de l'ESTI

Les supports de la portée de survol doivent être munis, en un endroit bien visible, d'un panneau indicateur précisant où la ligne peut être immédiatement déclenchée en cas de nécessité.

Proposition de l'OFROU

La demande peut être acceptée.

Demande [8] de l'ESTI

L'exploitant veillera que les mises à terre des mâts ne soient pas endommagées durant les travaux. Le respect des tensions de contact et tensions de pas admissibles, doit être garanti (OICF; RS 734.2).

Proposition de l'OFROU

La demande peut être acceptée.

Demande [9] de l'ESTI

Une mesure de l'impédance de terre des mâts sera réalisée par l'exploitant avant les travaux ainsi que dès la fin des travaux et consignée dans un rapport de mesure.

Proposition de l'OFROU

La demande peut être acceptée.

3. Prise de position de l'OFEV du 1^{er} novembre 2018

3.1. Nature et paysage (prise de position de l'OFEV, pages 2 et 3)

Demande de l'OFEV nature et paysage [1]

Durant la phase de réalisation et dans les trois premières années suivant la fin des travaux, l'apparition de néophytes envahissantes doit être contrôlée dans les zones directement concernées par le projet. Si ces espèces apparaissent dans ces secteurs, des mesures de lutte nécessaires doivent être prises pour les éliminer.

Justification: empêcher la propagation de plantes envahissantes conformément aux art. 15, al. 2, et 52, al. 1, de l'ordonnance sur la dissémination dans l'environnement (ODE ; RS 814.911).

Proposition de l'OFROU

La demande peut être acceptée.

Demande de l'OFEV nature et paysage [2]

Les haies, les arbres, les prairies et les bosquets endommagés par les travaux doivent être reconstitués. S'il est impossible de les reconstituer au même endroit, ils doivent être remplacés à proximité immédiate. En outre, la remise en culture et la revégétalisation des surfaces touchées doivent se faire à l'aide d'essences indigènes adaptées à la station.

Justification : mesures de protection, de reconstitution et de remplacement selon l'art. 18, al. 1^{er}, de la loi sur la protection de la nature et du paysage (LPN ; RS 451). Les haies, les arbres et les bosquets sont protégés. Les atteintes doivent être limitées au strict nécessaire.

Proposition de l'OFROU

La demande peut être partiellement acceptée.

Justification de l'OFROU

Comme mentionné au point 3.1 page 2 paragraphe 1^{er} de la prise de position de l'OFEV : « En outre, les seuls éléments naturels impactés par le réaménagement de la jonction n'ont pas de valeur biologique particulière » à ce titre, selon l'OFROU, la proposition de l'OFEV, ne doit pas s'appliquer

aux éléments identifiés comme supprimés dans le projet définitif de modification de la jonction de Rolle (végétation arbustive et buissonnante entourant la parcelle 1018 sise à Rolle, arbres situées sur les parcelles 1018 et 1662 – anciennement DP 41 – sises à Rolle) et qui ne doivent pas obligatoirement être remplacés.

Dans la phase ultérieure du projet (projet de détail), des plans et listes préciseront l'implantation et le type des plantes et des semences. Les possibilités de reconstitution seront examinées, mais celles-ci devront être conformes aux prescriptions OFROU en matière d'aménagement et d'entretien courant des espaces verts des routes nationales et traitées conformément à la directive de l'OFROU correspondante (ASTRA 18007 Espaces verts des routes nationales – aménagement et entretien ; édition 2015 ; version V1.00).

Demande de l'OFEV nature et paysage [3]

Les arbres, les haies, les bosquets et les prairies non affectés par le projet doivent être protégés.

Justification : mesure de protection selon l'art. 18, al. LPN. Les atteintes doivent être limitées au strict nécessaire ; protection des arbres selon la norme SN VSS 640 577 Protection des arbres.

Proposition de l'OFROU

La demande peut être acceptée.

Justification de l'OFROU

Il n'est pas prévu d'autres atteintes que celles correspondantes à la demande de l'OFEV nature et paysage [1] et concernant la végétation arbustive et buissonnante entourant la parcelle 1018 sise à Rolle, arbres situées sur les parcelles 1018 et 1662 – anciennement DP 41 – sises à Rolle. Tout autres haies, arbres et bosquets qui seraient endommagés par les travaux seront reconstitués.

3.2. Eaux souterraines (prise de position de l'OFEV, page 3)

Demande de l'OFEV eaux souterraines [4]

Les trois premières conditions émises à la p. 7 de l'avis de la DGMR en matière d'eaux souterraines sont à respecter.

[À savoir (extrait de la prise de position du canton de Vaud du 26 septembre 2018 mentionnés dans la proposition de l'OFEV n°[4]) :

- *Les normes et directives d'évacuation des eaux de chantier, en particulier la norme SIA 431 et DCPE 872 seront rigoureusement respectées.*
- *Toutes les mesures de sécurité devront être prises pour éviter une pollution des eaux souterraines, notamment par des hydrocarbures.*
- *Une attention particulière sera apportée aux travaux de remblayage des fouilles, qui devront être réalisés avec des matériaux sains et de manière soignée en respectant l'ordre naturel des différents horizons du sol.]*

Proposition de l'OFROU

La demande peut être partiellement acceptée.

Justification de l'OFROU

Concernant la directive cantonale DCPE 872, celle-ci sera prise en considération dans la mesure où elle ne contredit pas des prescriptions et directives OFROU, ceci conformément à l'art. 26 LRN al. 3 concernant la procédure d'approbation des plans : « *Aucune autorisation ni aucun plan relevant du droit cantonal ne sont requis. Le droit cantonal est pris en compte dans la mesure où il n'entrave pas de manière disproportionnée la construction et l'exploitation des routes nationales* ».

3.3. Évacuation des eaux (prise de position de l'OFEV, page 3)

Demande de l'OFEV évacuation des eaux [5]

Le requérant doit compléter la Notice d'impact sur l'environnement par une analyse de l'état de

l'évacuation des eaux conformément à la directive ASTRA 18005 « Traitement des eaux de chaussée des routes nationales ». En cas de non-respect des exigences de cette directive, il doit démontrer comment, c'est-à-dire dans quel délai et dans le cadre de quel projet d'aménagement la conformité de l'évacuation des eaux sera assurée. Les demandes exprimées aux tirets 3 et 4 de la p. 5 (Division Assainissement urbain et rural) du préavis de la DGMR du 23 juillet 2018 doivent être prises en compte.

[À savoir (extrait de la prise de position du canton de Vaud du 26 septembre 2018 mentionnés dans la proposition de l'OFEV n°[5]) :

- *L'impact du projet sur le réseau communal doit être analysé et la nécessité d'un traitement ou d'une rétention des eaux raccordées au réseau communal doit être examinée.*
- *Les eaux de chaussées ne doivent pas parvenir à la station d'épuration par le biais du réseau d'eaux mélangées, mais doivent être évacuées dans les eaux claires après éventuel traitement ou rétention.]*

Le nouveau chapitre relatif à l'évacuation des eaux doit être envoyé avant la décision d'approbation des plans au SG DETEC à l'attention de l'OFEV pour évaluation.

Proposition de l'OFROU

La demande peut être acceptée.

Justification de l'OFROU

Le projet est complété avec les indications demandées et ces éléments sont annexés à la présente prise de position, à savoir ;

- Un complément à la notice d'impact sur l'environnement [Annexe 1] précisant l'état actuel des installations et l'état intermédiaire prévu précisant les interactions du projet par rapport au réseau communal et les exutoires utilisés.

3.4. Sol (prise de position de l'OFEV, page 4)

Demande de l'OFEV sol [6]

Les matériaux terreux excédentaires doivent être valorisés conformément aux prescriptions légales.

Justification : art. 7 et art. 12, de l'ordonnance sur les atteintes portées aux sols (OSol ; RS 814.12) ; art. 18 OLED ; Evaluation et utilisation de matériaux terreux (Instructions matériaux terreux) (OFEV, 2001) ; Prélèvement et préparation d'échantillons de sols pour l'analyse de substances polluantes (OFEV 2003).

Proposition de l'OFROU

La demande peut être acceptée.

Demande de l'OFEV sol [7]

En cas d'exportation des matériaux terreux décapés, des analyses des sols doivent être faites avant le début des travaux, lorsque les sols sont encore en place. Le traitement des échantillons (prélèvement et analyses) doit être effectué conformément aux directives.

Justification : art. 7 et art. 12, OSol ; art. 18 OLED ; Evaluation et utilisation de matériaux terreux (Instructions matériaux terreux) (OFEV, 2001) ; Prélèvement et préparation d'échantillons de sols pour l'analyse de substances polluantes (OFEV 2003).

Proposition de l'OFROU

La demande peut être acceptée.

3.5. Rayonnement non ionisant (RNI) (prise de position de l'OFEV, pages 4 et 5)

Demande de l'OFEV rayonnement non ionisant [8]

Afin de vérifier la conformité de ce projet avec l'ORNI, l'OFROU doit soumettre les fiches de données spécifique au site pour les lignes concernées avant la décision d'approbation des plans au SG-DETEC.

Proposition de l'OFROU

La demande peut être partiellement acceptée.

Justification de l'OFROU

Au sens de l'art. 3 ORNI, les routes ne sont pas des lieux à utilisation sensible. Par conséquent, les données liées à la modification d'une installation et de ces impacts d'immission en matière de rayonnement non ionisant ne peuvent être déterminées. Par contre, les données ont été demandées aux propriétaires des installations, leurs retours sont donnés en annexe [Annexe 2 et Annexe 3] et ce à titre d'information.

3.6. Bruit (prise de position de l'OFEV, pages 5 et 6)

Demande de l'OFEV bruit n° [9]

Le requérant classe le projet en tant que modification d'une installation fixe existante. D'après l'annexe 1 de la Notice d'impact sur l'environnement, le projet n'engendre aucun accroissement perceptible du bruit. Toutefois, selon la jurisprudence (BGE 141 II 483), il convient de faire une analyse globale de tous les critères (capacité, durée de vie, coûts, etc.) du projet afin de déterminer s'il doit ou non être considéré comme modification notable. En examinant l'étendue des mesures de construction, nous sommes d'avis que la totalité du périmètre du projet doit être considérée comme modification notable au sens de l'art. 8 de l'ordonnance sur la protection contre le bruit (OPB ; RS 814.41). Ainsi, le requérant doit fournir une analyse plus complète afin de déterminer la classification du projet. De plus, selon le projet définitif « Projet de protection contre le bruit AP Gilly / Rolle / Féchy / Etoy / St-Prex », des dépassements des valeurs limites d'immission ont été constatés dans le périmètre du présent projet. Nous ne pouvons pas confirmer la conformité du projet par rapport aux prescriptions légales ni nous prononcer sur les oppositions avant d'avoir obtenu les compléments demandés.

Le requérant doit réévaluer en détail la classification du point de vue du droit sur le bruit de tout le périmètre du projet et analyser les mesures découlant d'un changement de classification. La documentation doit être envoyée avant la décision d'approbation des plans au SG DETEC à l'intention de l'OFEV pour évaluation

Justification : voir évaluation ci-dessus.

Proposition de l'OFROU

La demande doit être rejetée

Justification de l'OFROU

Les adaptations suivantes sont prévues dans le projet de modification de la jonction de Rolle:

- Remplacement de carrefours par des giratoires et mise en place de bypass ;
- Déplacement d'une bretelle autoroutière sur une distance d'environ 100m.

Le coût du projet est estimé à CHF 6.7 millions.

Selon la jurisprudence (BGE 141 II 483), plusieurs critères sont à considérer pour déterminer si un projet est à l'origine d'une modification notable. L'analyse de ces différents critères est effectuée ci-après :

- Accroissement perceptible du bruit : non. L'analyse effectuée a démontré que le bruit n'augmente pas en raison du projet (voir annexe 1 de la notice d'impact) ;
- Augmentation de la capacité : non. Les adaptations projetées ne sont pas de nature à augmenter la capacité de l'autoroute ;
- Augmentation de la durée de vie : pour une partie seulement. La durée de vie de l'axe

principal de la route nationale est inchangée (axe non modifié par les travaux). La durée de vie de la jonction est augmentée pour la partie touchée par les travaux. Elle est inchangée pour les bretelles qui ne sont pas concernées par les travaux.

- Coûts : faibles. A l'échelle des projets réalisés par l'OFROU, les coûts engendrés par les travaux prévus sont peu importants.

L'analyse globale de ces différents critères confirme que le projet ne conduit pas à une modification notable de l'installation. Comme la classification du projet est inchangée, aucune mesure supplémentaire ne doit être mise en œuvre.

4. Prise de position de l'OFROU domaine Mobilité douce et voies de communications historiques du 21 novembre 2018

4.1. Aménagements vélos

Proposition de l'OFROU domaine Mobilité douce et voies de communications historiques.

Afin de rendre les relations de circulation encore plus visibles, nous recommandons en outre une coloration rouge des bandes cyclables dans les zones d'entrelacement.

Proposition de l'OFROU

La proposition peut être acceptée.

5. Prise de position du canton de Vaud du 23 juillet 2018

5.1. Service du développement territorial (prise de position du canton de Vaud, pages 1 et 2)

Aménagement cantonal et régional (prise de position du canton de Vaud, pages 1 et 2)

Demande [1] de l'aménagement cantonal et régional

Ce projet routier fait partie des projets identifiés par la DGMR dont l'empiètement sur les surfaces d'assolement (SDA) ne remet pas en question le maintien du contingent cantonal (75'800 ha). Par ailleurs, afin qu'un tel empiètement soit possible, le projet doit respecter les conditions fixées par la mesure F12 du plan directeur cantonal et par l'article 30 de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire du 28 juin 2000 (OAT ; RS 700.1). En l'état, le dossier est incomplet et ne démontre pas le respect de ces conditions. Cette Division demande qu'un rapport justifiant les emprises du projet sur les SDA accompagne le dossier du projet routier.

Ce rapport devra contenir au minimum les éléments suivants :

- *Démonstration que le projet remplit les conditions permettant de considérer qu'il peut entrer dans la liste des projets importants pour le Canton au sens de la mesure F12 du plan directeur cantonal ;*
- *Justification de l'emprise ;*
- *Plan représentant les emprises sur les SDA*
- *Illustration du rapport avec les différentes variantes analysées avec justification de la variante choisie.*

Certains éléments listés ci-dessus ont d'ores et déjà été évoqués dans le rapport technique ou dans la notice d'impact, il conviendra de les intégrer dans le rapport sur les SDA.

Proposition de l'OFROU

La demande doit être rejetée.

Justification de l'OFROU

Le projet définitif et son contenu sont élaborés conformément à l'ORN, il n'y a pas lieu de produire un rapport supplémentaire.

Le projet a été élaboré, en particulier à la demande du canton de Vaud (courrier du Service du développement territorial du 13 novembre 2013, [Annexe 4]), d'une part, pour permettre un fonctionnement satisfaisant de cette infrastructure routière à l'horizon de planification et, d'autre part, pour permettre l'aménagement d'un pôle de développement économique que soutient le canton de Vaud dans le cadre de sa politique d'aménagement du territoire.

Par ailleurs, les surfaces concernées peuvent difficilement être réduites :

- Le déplacement de l'axe de la route actuelle apparaît inopportun en raison de la présence du passage supérieur sur l'autoroute et du nécessaire raccordement au réseau existant ;
- L'aménagement d'un giratoire apparaît être l'unique solution appropriée ;
- Le raccordement au Chemin de Famolens doit être maintenu et ne peut pas être conservé dans son état actuel sans péjorer la sécurité.

Demande [2] de l'aménagement cantonal et régional.

Le rapport technique ainsi que la notice d'impact mentionnent une emprise sur les surfaces d'assolement de 355 m² alors que le plan d'expropriation relève uniquement une emprise de 150 m² (parcelle n° 366). Il convient ainsi de modifier le plan ou le rapport technique et la notice d'impact.

Par le biais du rapport de la consultation des services de l'Etat de Vaud du 3 mars 2016, ce Service demandait que l'emprise sur les SDA liée au chemin de Famolens figure sur le plan d'expropriation. Cette modification n'a pas été apportée. Le plan devra être modifié en ce sens et les emprises sur les SDA liées au chemin de Famolens devront être considérées dans le rapport de justification d'emprises sur les SDA, le rapport technique et la notice d'impact.

Proposition de l'OFROU

La demande doit être rejetée.

Justification de l'OFROU

Le plan d'expropriation ne doit pas être modifié. En effet, ce plan n'a pas pour objet la représentation des emprises en surfaces d'assolement et les valeurs indiquées dans ce document, comme emprises provisoires et définitives, sont conformes au projet présenté.

Les indications portées sur le plan d'expropriation font mention de 155m² d'emprise définitive et 552m² d'emprise provisoire sur la parcelle 366 sise à Rolle.

Les 355m² d'emprise sur les surfaces d'assolement mentionnées dans le rapport technique et la notice d'impact sur l'environnement prennent en compte, d'une part, les 155m² d'emprise définitive mentionnés plus haut et, d'autre part, 200m² de surfaces nécessaires au réaménagement du Chemin de Famolens sur la parcelle 366 sise à Rolle. À ce titre une illustration des surfaces prises en compte dans le cadre du projet est fournie en annexe [Annexe 5].

Hors zone à bâtir (prise de position du canton de Vaud, pages 2)

Demande [1] Hors zone à bâtir

Ce projet soumis pour préavis avant enquête publique, qui vise la modification de la jonction de Rolle (13), s'inscrit dans une procédure prévue par la loi sur les routes (LRou). Il touche des terrains sis hors des zones à bâtir (zone agricole).

Cette Division attire l'attention sur le fait que le domaine public des routes devra être étendu en fonction de l'emprise de l'ouvrage et de tous les aménagements prévus. En effet, aucun aménagement hors du domaine public des routes ne pourrait être admis en regard des dispositions de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire du 22 juin 1979 (LAI ; RS 700) et son ordonnance sur l'aménagement du territoire du 28 juin 2000 (OAT; RS 700.1).

De plus, les conditions fixées par la Division Aménagement cantonal et régional de ce service concernant les surfaces d'assolement (SDA) devront être respectées.

Proposition de l'OFROU

La demande doit être rejetée.

Justification de l'OFROU

Les modifications parcellaires sont clairement indiquées dans le plan d'expropriation et le tableau des droits expropriés du projet. Pour les parties d'ouvrages qui seront remises au canton de Vaud ou à la commune de Rolle les domaines publics auxquels elles seront ajoutées sont mentionnés de manière explicite.

Les conditions du Service du développement territorial, section de l'aménagement cantonal et régional sont traitées et justifiées au point 5.1.

5.2. Service immeubles, patrimoine et logistique (prise de position du canton de Vaud, page 3)

Section archéologie cantonale (prise de position du canton de Vaud, page 3)

Demande [1] section archéologie cantonale

La problématique liée à l'archéologie a bien été prise en compte dans le cadre du projet de jonction autoroutière de Rolle. Elle est notamment présente au chapitre 17 de la notice d'impact.

Nota bene : des sondages prospectifs restent inclus dans le cadre du Plan de quartier Gare Nord-Schenk à proximité. Ces terrains doivent donc rester intacts ou faire l'objet de sondages.

Contact : Département des Finances et des Relations Extérieures, Service Immeuble Patrimoine et Logistique, Section d'archéologie cantonale (DFIRE, SIPAL-AC), M. Y. Dellea Place de la Riponne 10, 1014 Lausanne, Email: yannick.dellea@vd.ch, tél. : 021.316.74.92.

Proposition de l'OFROU

La demande peut être acceptée.

Section monuments et sites (prise de position du canton de Vaud, page 3)

Confirmation préavis monuments et sites

Le projet n'a aucun impact direct sur le patrimoine bâti, ni sur les voies de communication historiques. Les indications contenues à ce sujet dans la notice d'impact sont exactes.

En conséquence, cette Section confirme son préavis contenu dans la consultation des services de l'Etat de Vaud du 3 mars 2016 et n'a pas d'autre remarque à formuler.

Proposition de l'OFROU

L'OFROU prend acte de l'avis de la section monuments et sites sans autre commentaire.

5.3. Direction générale de l'environnement (prise de position du canton de Vaud, pages 3, 4 et 5)

Division Air, climat et risques technologiques (prise de position du canton de Vaud, pages 3, 4 et 5)

Lutte contre le bruit préavis commun avec la cellule bruit de la DGMR.

Demande [1] Lutte contre le bruit

Le préavis commun de cette Division Air, climat et risques technologiques ainsi que la Cellule bruit de la DGMR Infrastructures, contenu dans la consultation des services de l'Etat de Vaud du 3 mars 2016, avaient demandé un complément d'étude qui démontre le respect de l'ordonnance fédérale sur la protection contre le bruit du 15 décembre 1986 (OPB ; RS 814.41) en considérant la nouvelle bretelle comme une installation nouvelle et la route cantonale dans le secteur de la jonction comme une installation notablement modifiée.

Le rapport du bureau Schöpfer & Niggli SA annexé à la notice d'impact sur l'environnement (NIE) répond partiellement à cette proposition.

Après examen de ce dernier, la Division Air, climat et risques technologiques et la Cellule bruit de la DGMR Infrastructures rendent attentifs au fait que cette bretelle modifiée pourrait être considérée comme une installation nouvelle et recommandent que le rapport acoustique soit modifié et complété de la manière suivante :

- Évaluation des niveaux sonores au sens de l'OPB pour les bâtiments avec des lieux sensibles au bruit. Cette évaluation doit être effectuée notamment pour les bâtiments situés sur les parcelles 1014, 1053, 434, 404 et 1007.
- Vérification du respect de l'OPB si la nouvelle bretelle est considérée comme une installation nouvelle et la route cantonale dans le secteur de la jonction comme une installation notablement modifiée. Si tel est le cas, le délai légal d'assainissement étant déjà échu, des mesures d'assainissement devraient être étudiées en cas de dépassement des valeurs limites.

Le dossier devra préciser le type de revêtement retenu pour la couche d'usure.

Proposition de l'OFROU

La demande doit être rejetée.

Justification de l'OFROU

Dans le secteur de Rolle, la route nationale a été autorisée avant 1985. Il s'agit donc d'une installation fixe existante. Avec le projet, l'installation est modifiée. Elle doit de ce fait être évaluée sous l'angle de l'art. 8 OPB (Limitation des émissions d'installations fixes modifiées).

Une bretelle est un élément d'une installation et non une installation à elle seule (ne peut pas fonctionner sans le reste). Il n'y a pas lieu d'isoler le bruit de cette bretelle et de l'évaluer sous l'angle de l'art. 7 OPB. Ceci d'autant plus qu'il ne s'agit pas de créer une nouvelle bretelle mais de déplacer une bretelle existante d'une centaine de mètres.

Pour ce qui est de la question de la modification notable, nous vous renvoyons à notre réponse au point 3.6. Bruit, demande de l'OFEV bruit n° [9].

Demande [2] Lutte contre le bruit.

Les exigences décrites dans la directive sur le bruit des chantiers (état 2011) éditée par l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) doivent être respectées.

La NIE renseigne le niveau de mesure B pour les travaux de construction. En cas de travaux entre 12h - 13h ou de nuit ou jour férié, le niveau de mesure C sera appliqué. Le niveau de mesure A est retenu pour le bruit de transports de chantier.

Proposition de l'OFROU

La demande peut être acceptée.

Protection de l'air – émissions

Demande [1] protection de l'aire - émissions

La directive concernant la protection de l'air sur les chantiers (Directive Air Chantiers) a pour but de faciliter l'application uniforme des prescriptions préventives réglant la lutte contre la pollution de l'air sur les chantiers, en application du chiffre 88, annexe 2 de L'OPair. A ce titre, elle devra être appliquée pour le chantier faisant l'objet de la présente autorisation.

Lors des phases de travail, de l'entreposage ou du transbordement en plein air de produits formant des poussières, il y a lieu de prendre des mesures (confinement) empêchant les fortes émissions de poussières. Lors du transport de produits formant des poussières, on utilisera des équipements empêchant de fortes émissions.

Si la circulation sur les chemins entraîne de fortes émissions de poussières, on prendra toutes les dispositions utiles pour éviter la formation de poussières.

Sur les chantiers, les machines et les appareils équipés de moteurs diesel doivent être dotés de systèmes de filtres à particules (SFR) en fonction de leur puissance, conformément aux

recommandations de la liste des filtres (OFEV, Suva) ou de filtres de même efficacité.

La conformité avec l'OPair doit être prouvée pour toute machine de chantier équipée d'un système de filtre à particules.

Les machines doivent en outre être dotées des documents suivants : fiche d'entretien du système antipollution, vignette antipollution, déclaration de conformité et plaquette de la machine.

Proposition de l'OFROU

La demande peut être acceptée.

Division assainissement urbain et rural (prise de position du canton de Vaud, page 5)

Demande [1] de la division assainissement urbain et rural

En raison du trafic journalier moyen élevé sur les tronçons concernés, la classe de pollution des eaux de chaussée doit être déterminée et un concept d'évacuation et de traitement de ces eaux doit être élaboré en conséquence pour la phase d'exploitation, conformément aux "Instructions pour la protection des eaux lors de l'évacuation des eaux des voies de communication" (Office fédéral de l'environnement (OFEV), OFEFP de 2002) et à la directive "Traitement des eaux de chaussée des routes nationales" (OFROU, 2013) ;

Proposition de l'OFROU

La demande peut être acceptée.

Justification de l'OFROU

Un concept d'évacuation des eaux a été élaboré dans le cadre du présent projet, toutefois celui-ci se limite à maintenir l'état actuel. Un assainissement général du tronçon autoroutier sera effectué lors d'un prochain projet d'entretien et celui-ci précisera les principes de traitements de l'ensemble des eaux du réseau des routes nationales dans ce secteur.

Demande [2] de la division assainissement urbain et rural

La notice d'impact sur l'environnement doit être complétée avec la description du mode actuel et projeté de traitement des eaux de chaussée et avec la démonstration du respect des normes susmentionnées ;

Proposition de l'OFROU

La demande doit être rejetée.

Justification de l'OFROU

Le traitement des eaux de chaussée sera projeté lors d'un prochain projet d'entretien et celui-ci précisera les principes de traitements de l'ensemble des eaux du réseau des routes nationales dans ce secteur.

Demandes [3] et [4] de la division assainissement urbain et rural

- *L'impact du projet sur le réseau communal doit être analysé et la nécessité d'un traitement ou d'une rétention des eaux raccordées au réseau communal doit être examinée ;*
- *Les eaux de chaussées ne doivent pas parvenir à la station d'épuration par le biais du réseau d'eaux mélangées, mais doivent être évacuées dans les eaux claires après éventuel traitement ou rétention*

Proposition de l'OFROU

Les demandes peuvent être acceptées.

Justification de l'OFROU

La justification est traitée au pt. 3.3 Prise de position de l'OFEV, demande de l'OFEV évacuation des eaux [5].

5.4. Direction des ressources et du patrimoine naturel (prise de position du canton de Vaud, pages 6 et 7)

Division biodiversité et paysage (prise de position du canton de Vaud, page 6)

Demande [1] de la division biodiversité et paysage

Les arbres qui ne seront pas touchés par les travaux devront être préservés de toute atteinte. Pour ce faire, la norme VSS 640'577a concernant la protection des arbres lors des travaux de chantier sera appliquée.

Proposition de l'OFROU

La demande peut être acceptée.

Justification de l'OFROU

La justification est traitée au pt 3.1 Prise de position de l'OFEV, demande de l'OFEV nature et paysage [3].

Demande [2] de la division biodiversité et paysage

Cette Division demande que les arbres et arbustes supprimés soient compensés à l'aide d'essences indigènes et adaptées à la station.

Proposition de l'OFROU

La demande peut être partiellement acceptée.

Justification de l'OFROU

La justification est traitée au pt 3.1 Prise de position de l'OFEV, demande de l'OFEV nature et paysage [2].

Demande [3] de la division biodiversité et paysage

Les surfaces mises à nu serontensemencées avec un mélange grainier indigène et adapté à la station (mélange grainier d'écotype local ou au minimum de type "CH").

Proposition de l'OFROU

La demande peut être acceptée.

Demande [4] de la division biodiversité et paysage

Les chantiers sont aujourd'hui les sources de dispersion des plantes exotiques envahissantes les plus importantes (renouée asiatique, buddieja, solidages, etc.). A la suite des travaux et pendant trois ans, un contrôle doit être effectué par le maître de l'ouvrage pour constater qu'aucune plante exotique ne s'est développée sur les surfaces réaménagées. En cas d'apparition de ces plantes, les travaux d'élimination seront entrepris à la charge du maître de l'ouvrage (justification : prévention de la propagation des plantes exotiques envahissantes conformément aux articles 15, al. 2 et 52, al. 1 de l'ordonnance sur la dissémination dans l'environnement du 10 septembre 2008 (ODE ; RS 814.911)).

Proposition de l'OFROU

La demande peut être acceptée.

Justification de l'OFROU

La justification est traitée au pt 3.1 Prise de position de l'OFEV, demande de l'OFEV nature et paysage [1].

Division des ressources en eau et économie hydraulique (prise de position du canton de Vaud, pages 6 et 7)

Eaux souterraines - hydrogéologie

Demandes [1], [2] et [3] eaux souterraines - hydrogéologie

- *Les normes et directives d'évacuation des eaux de chantier, en particulier la norme SIA 431 et DCP 872 seront rigoureusement respectées.*
- *Toutes les mesures de sécurité devront être prises pour éviter une pollution des eaux souterraines, notamment par des hydrocarbures.*
- *Une attention particulière sera apportée aux travaux de remblayage des fouilles, qui devront être réalisés avec des matériaux sains et de manière soignée en respectant l'ordre naturel des différents horizons du sol*

Proposition de l'OFROU

Les demandes peuvent être partiellement acceptées.

Justification de l'OFROU

Les justifications pour les demandes 1, 2 et 3 sont traitées au pt 3.2 Eaux souterraines, demande de l'OFEV eaux souterraines [4].

Demande [4] eaux souterraines - hydrogéologie

Le système d'évacuation des eaux veillera à éviter toute infiltration d'eau de mauvaise qualité dans le sol, en particulier des eaux de ruissellement de la chaussée.

Proposition de l'OFROU

La demande peut être acceptée.

Division Géologie, sols et déchets (prise de position du canton de Vaud, page 7)

Demande [1] de la division Géologie, sols et déchets

Les mesures pour la protection des sols de la notice d'impact sur l'environnement seront mises en œuvre.

Il est rappelé qu'en cas de nécessité d'évacuation des excédents de terre (horizons A et B), les filières définies par l'OSol (Instructions matériaux terreux, OFEV, 2001) et l'OLED sont applicables. Des analyses de polluants sont donc à prévoir.

Proposition de l'OFROU

La demande peut être acceptée.

5.5. Direction générale de la mobilité et des routes (prise de position du canton de Vaud, page 8)

Planification.

Demande [1] planification

Les travaux nécessaires à la réalisation du projet ne devront pas entraver l'exploitation des lignes de transports publics. La DGMR - Planification demande au requérant de prendre contact avec l'entreprise de transports publics exploitante au moins un mois avant le démarrage des travaux (contact : CarPostal Suisse SA, M. P. Bouvier, Planification et Offres, Région Ouest, avenue du Mont-Blanc 31, 1196 Gland, Email ; pascal.bouvier@carpostal.ch, tél. : 058.454.06.17, fax : 058.667.53.71).

Proposition de l'OFROU

La demande peut être acceptée.

Justification de l'OFROU

L'OFROU met systématiquement en œuvre des mesures de planification visant à réduire les impacts sur le trafic routier, les transports publics et la mobilité douce. La planification des travaux visera à maintenir autant que possible la fonctionnalité des routes et de la jonction autoroutière. Les opérations nécessitant des interruptions de la circulation sont toutefois à prévoir et seront exécutées de nuit. Dans tous les cas, les besoins des transports publics seront pris en compte. Les exploitants des transports publics seront avertis, au moins un mois avant le début des travaux.

Finances et support**Demande [1] finance et support**

En référence au courriel de M. Demory du 16 mars 2018, la DGMR - Finances et support prend note que le projet n'a pas changé depuis la dernière consultation. La DGMR - Finances et support réitère ainsi ses remarques établies dans la consultation des services de l'Etat de Vaud du 3 mars 2016 et vous encourage à en tenir compte.

Proposition de l'OFROU

La demande doit être rejetée, dans la mesure où elle est recevable.

Justification de l'OFROU

En préambule on notera que, contrairement aux indications données par le canton dans sa prise de position, comme cela lui a été indiqué le 16 mars 2018, le projet définitif relatif à la modification de la jonction de Rolle a été partiellement modifié par rapport au projet mis à l'enquête du 8 décembre 2015 au 25 janvier 2016 et dont la procédure a été radiée par décision du DETEC du 19 juillet 2017.

Le canton de Vaud fait ici référence à sa prise de position rendue dans le cadre d'une autre procédure. D'une part, cette pièce n'a pas été portée à la procédure en cours, d'autre part, la DGMR – Finances et support n'avait, à cette occasion, pas formulé de remarque.

5.6. Direction générale de l'environnement (prise de position du canton de Vaud, pages 8 et 9)**Commission interdépartementale de coordination pour la protection de l'environnement (CIPE)****Demande [1] de la CIPE**

Que la mise en place d'un suivi environnemental de réalisation (SER) soit mis en œuvre. En effet, la version 2017 (28 août 2017) de la « Liste de contrôle environnement pour les projets de routes nationales non soumis à l'EIE », est le document de base pour la rédaction de la NIE. Elle prévoit à son chapitre 5, le suivi environnemental de la phase de réalisation et la réception environnementale des travaux.

Proposition de l'OFROU

La demande peut être acceptée.

Demande [2] de la CIPE

La DGE attend de l'autorité que le cahier des charges du SER lui soit soumis avant attribution du mandat via la CIPE, qui s'occupera de la consultation des services concernés, ainsi que les coordonnées du répondant de l'autorité. La DGE sera avertie de la date du début du chantier au minimum deux semaines avant et le rapport établi à l'intention des autorités sera aussi transmis à la DGE.

Proposition de l'OFROU

La demande peut être partiellement acceptée.

Justification de l'OFROU

Un mandat de suivi environnemental de la phase de réalisation (SER) sera attribué. Le cahier des

charges sera établi lors de la phase suivante de projet (projet de détail), ceci afin d'assurer le suivi des mesures prévues dans la Notice d'impact sur l'environnement et des charges issues de la décision d'approbation des plans.

Le cahier des charges du SER ne sera pas soumis par l'OFROU au canton de Vaud pour approbation. Toutefois, l'OFROU remettra ledit cahier des charges au canton de Vaud (via DGE - CIPE). Le cahier des charges du SER est remis en annexe [Annexe 6] sous sa forme provisoire et ce à titre d'information.

La Direction générale de l'environnement sera avertie au moins deux semaines avant le début des travaux. Au plus tard, à cette occasion, les coordonnées du Responsable de projet de l'OFROU, du Responsable du SER et du Responsable de la direction locale des travaux lui seront communiquées.

Le rapport final et les autres documents de suivi élaborés par le SER ne seront pas transmis automatiquement par l'OFROU au canton de Vaud. Toutefois, l'OFROU remettra l'ensemble de ces documents au canton de Vaud sur demande.

Demande [3] de la CIPE

La DGE rend l'autorité attentive au fait qu'une commission de suivi sera également mise sur pied pour le contrôle du suivi des mesures lors de l'exploitation (voir à ce sujet le préavis de la Division Biodiversité et paysage de la DGE).

Proposition de l'OFROU

La demande doit être rejetée.

Justification de l'OFROU

La demande de la CIPE constitue une mesure d'organisation propre au canton de Vaud, elle ne doit pas constituer une charge pour le projet. Pour certaines catégories de projet, l'OFROU, après achèvement de ces derniers, rend compte à l'OFEV du nombre de contrôles effectués, des plaintes et dommages survenus. Ceci afin de réduire l'étendue des contrôles et de les adapter aux besoins réels de suivi environnemental.

Veuillez agréer, Mesdames, Messieurs, l'assurance de notre considération distinguée.

Division Infrastructure routière Ouest



Jean-Bernard Duchoud
Vice-directeur OFROU, Chef de division

Annexes : 6 exemplaires (2 ex. pour le SG DETEC, 1 ex. OFC, 1 ex. ESTI, 1 ex. OFEV, 1 ex. Canton de Genève)

- Complément à Notice d'impact sur l'environnement concernant l'évacuation des eaux de chaussées, selon point 3.3, demande de l'OFEV évacuation des eaux [5].
- Retour de Swissgrid SA concernant les rayonnements non ionisant, selon point 3.5, demande de l'OFEV rayonnement non ionisant [8].
- Retour de Romande Energie SA concernant les rayonnements non ionisant, selon point 3.5, demande de l'OFEV rayonnement non ionisant [8].
- Courrier du Service du développement territorial VD du 13 novembre 2013, selon point 5.1, demande [1] de l'aménagement cantonal et régional.
- Plan des emprises définitives et plan des emprises provisoires en surfaces d'assolement (SDA), selon point 5.1, demande [2] de l'aménagement cantonal et régional.
- Cahier des charges du SER (provisoire), selon point 5.6, demande [2] de la CIPE.

[Annexe 1]



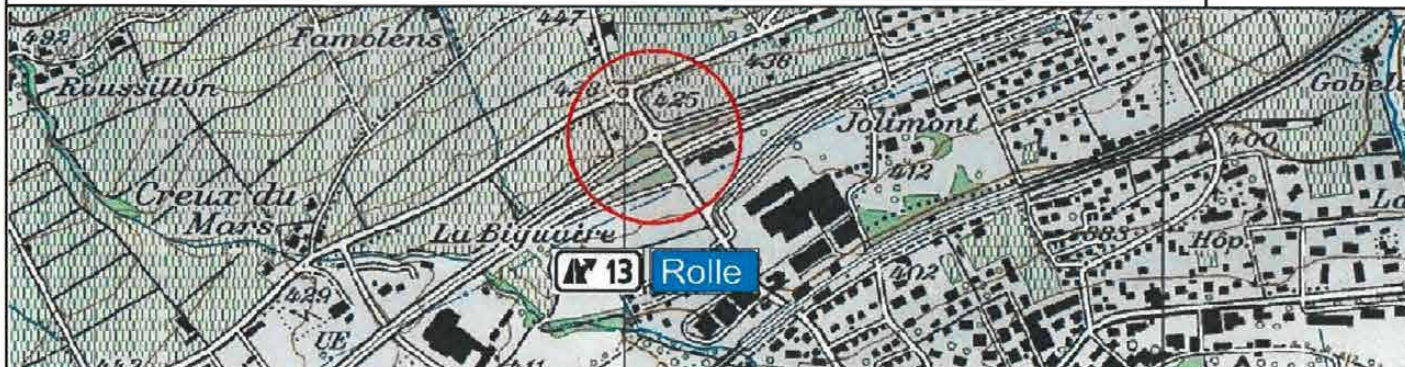
Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'environnement,
des transports, de l'énergie et de la communication DETEC
Office fédéral des routes OFROU
Filiale d'Estavayer-le-Lac

Routes nationales N01 / Tronçon n° 06

Pièce N°

--



Jonction de Rolle (13) réaménagement

Section d'entretien : N01.06

Objet / Lots : 22.01.06.301.02

Km d'entretien : N01 : 45.000

SRB : PR 450+000

Désignation TDcost : N01.06 130044

Canton : Vaud

Commune : Rolle

PROJET DÉFINITIF (AP)

Réponse à la prise de position de l'OFEV

Evacuation des eaux de chaussées

Complément à la NIE

Auteur du projet :



BG Ingénieurs Conseils SA
Avenue de Cour 61, Cases postale 241
1001 Lausanne

Rev.	Etabli le	Index A	Index B	Index C	Index D	Doc. / Plan - N° (auteur) :	7222.16-RN036
Date	20.02.2019					Objet inventorié - numéro :	22.01.06.301.02
Etabli par	Hnkp					Format :	A4
Contrôlé	Deha/Vud					Echelle :	---
Direction de projet Office fédéral des routes OFROU Filiale Estavayer-le-Lac Place de la Gare 7 1470 Estavayer-le-Lac						Date de réception :	
						Examiné / ingénieur expert :	
						Validé / libéré par :	



Table des matières	Page
1. Introduction	1
2. Demandes OFEV et Canton	1
3. Réponses	2
3.1 Principe de l'aménagement	2
3.3 Concept d'évacuation des eaux de la jonction réaménagée	3
3.4 Analyse du concept d'évacuation des eaux selon la directive ASTRA 18005	4
3.4.1 Conditions de pollution	4
3.4.3 Niveau d'exigence au déversement	5
3.5 Exutoires et capacité du réseau communal	6
3.5.1 Situation actuelle	6
3.5.2 Situation future	7
3.6 Point de rejet	8
4. Conclusions	8



1. Introduction

Le présent document a pour but d'apporter des compléments sur le concept d'évacuation des eaux proposé pour le réaménagement de la jonction de Rolle. Ces compléments sont relatifs aux prises de position émises par l'OFEV et le canton lors de la mise à l'enquête.

2. Demandes OFEV et Canton

Lors de la mise à l'enquête du projet, l'OFEV et le canton ont demandé des compléments d'information sur le concept d'évacuation des eaux.

▪ Demande de l'OFEV :

Le requérant doit compléter la Notice d'impact sur l'environnement par une analyse de l'état de l'évacuation des eaux conformément à la directive ASTRA 18005 « Traitement des eaux de chaussée des routes nationales ». En cas de non-respect des exigences de cette directive, il doit démontrer comment, c'est-à-dire dans quel délai et dans le cadre de quel projet d'aménagement la conformité de l'évacuation des eaux sera assurée. Les demandes exprimées aux tirets 3 et 4 de la p. 5 (Division Assainissement urbain et rural) du préavis de la DGMR du 23 juillet 2018 doivent être prises en compte. Le nouveau chapitre relatif à l'évacuation des eaux doit être envoyé avant la décision d'approbation des plans au SG DETEC à l'attention de l'OFEV pour évaluation.

▪ Division assainissement urbain et rural (canton)

Les demandes relatives à l'évacuation des eaux de chaussée formulées dans la consultation des services de l'Etat de Vaud du 3 mars 2016 n'ont pas été prises en compte.

Cette Division réitère donc les demandes suivantes :

- En raison du trafic journalier moyen élevé sur les tronçons concernés, la classe de pollution des eaux de chaussée doit être déterminée et un concept d'évacuation et de traitement de ces eaux doit être élaboré en conséquence pour la phase d'exploitation, conformément aux "Instructions pour la protection des eaux lors de l'évacuation des eaux des voies de communication" (Office fédéral de l'environnement (OFEV), OFEFP de 2002) et à la directive "Traitement des eaux de chaussée des routes nationales" (OFROU, 2013) ;
- La notice d'impact sur l'environnement doit être complétée avec la description du mode actuel et projeté de traitement des eaux de chaussée et avec la démonstration du respect des normes susmentionnées ;
- L'impact du projet sur le réseau communal doit être analysé et la nécessité d'un traitement ou d'une rétention des eaux raccordées au réseau communal doit être examinée ;
- Les eaux de chaussées ne doivent pas parvenir à la station d'épuration par le biais du réseau d'eaux mélangées, mais doivent être évacuées dans les eaux claires après éventuel traitement ou rétention.

Moyennant la prise en compte des demandes mentionnées ci-dessus, cette Division préavise favorablement ce projet.



3. Réponses

3.1 Principe de l'aménagement

La jonction de Rolle est située sur l'autoroute N01 Genève-Lausanne, approximativement au PK 45.0, au Nord-Ouest de la Ville de Rolle. Le projet consiste à décaler la bretelle d'accès à l'autoroute direction Lausanne vers l'autoroute. En effet, une parcelle sur laquelle se développent des activités de petites industries, artisanats et dépôts est prise entre la bretelle d'entrée de l'autoroute et l'autoroute. Cette situation date de la construction de l'autoroute, au début des années 60, les problèmes fonciers n'ayant pu être résolus à cette époque. Schenk SA va construire un Nouveau Site de Production (NSP). Son implantation a été fixée au Nord de la parcelle 427 de Rolle, nécessitant le déplacement de la bretelle d'entrée direction Lausanne de quelque 100 mètres en direction du Jura, s'accrochant ainsi en face de la bretelle de sortie, sur la route de la Vallée.

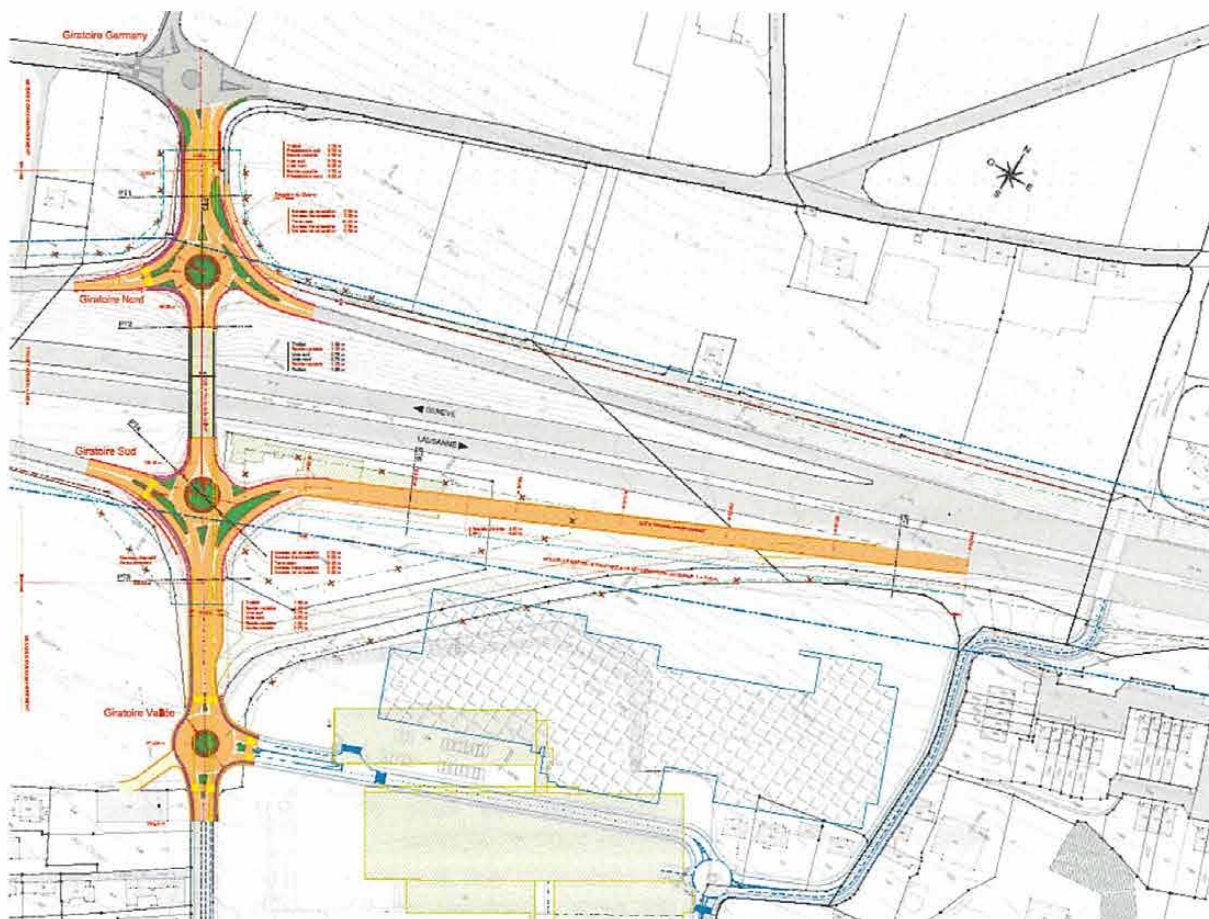


Figure 1: Situation générale



3.3 Concept d'évacuation des eaux de la jonction réaménagée

Le concept d'évacuation des eaux proposé dans le dossier AP est représenté sur la figure ci-dessous :

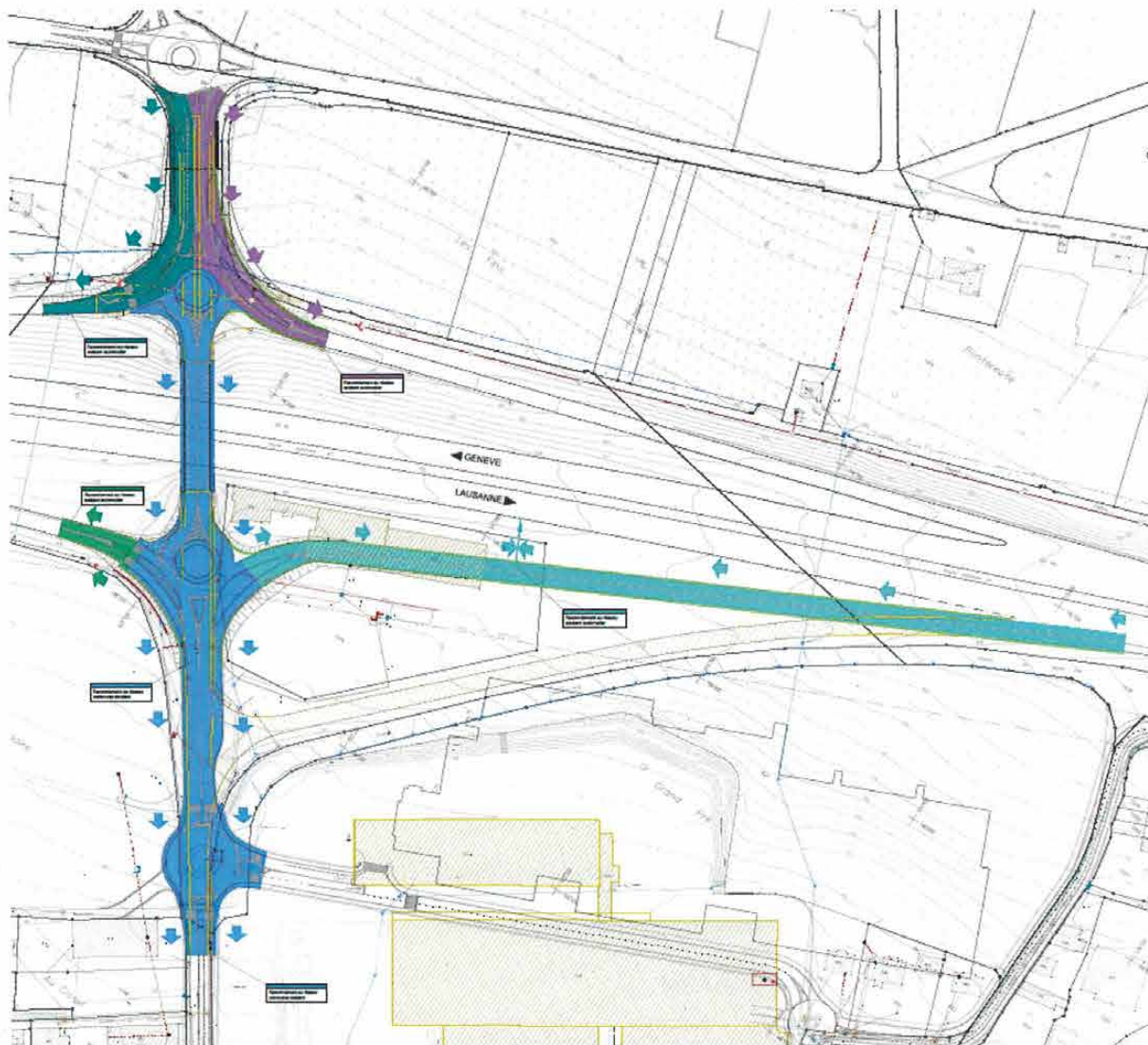


Figure 2 : Concept d'évacuation des eaux

Le concept d'évacuation concept d'évacuation retenu est équivalent à la situation actuelle, à savoir qu'une partie du bassin versant de la jonction réaménagée soit raccordé au réseau communal et le reste sur le réseau autoroutier existant. Il faut noter qu'actuellement le réseau autoroutier est également raccordé au réseau communal par la conduite qui passe sous la parcelle Schenk SA.

3.4 Analyse du concept d'évacuation des eaux selon la directive ASTRA 18005

Cette analyse se base sur la figure ci-après :

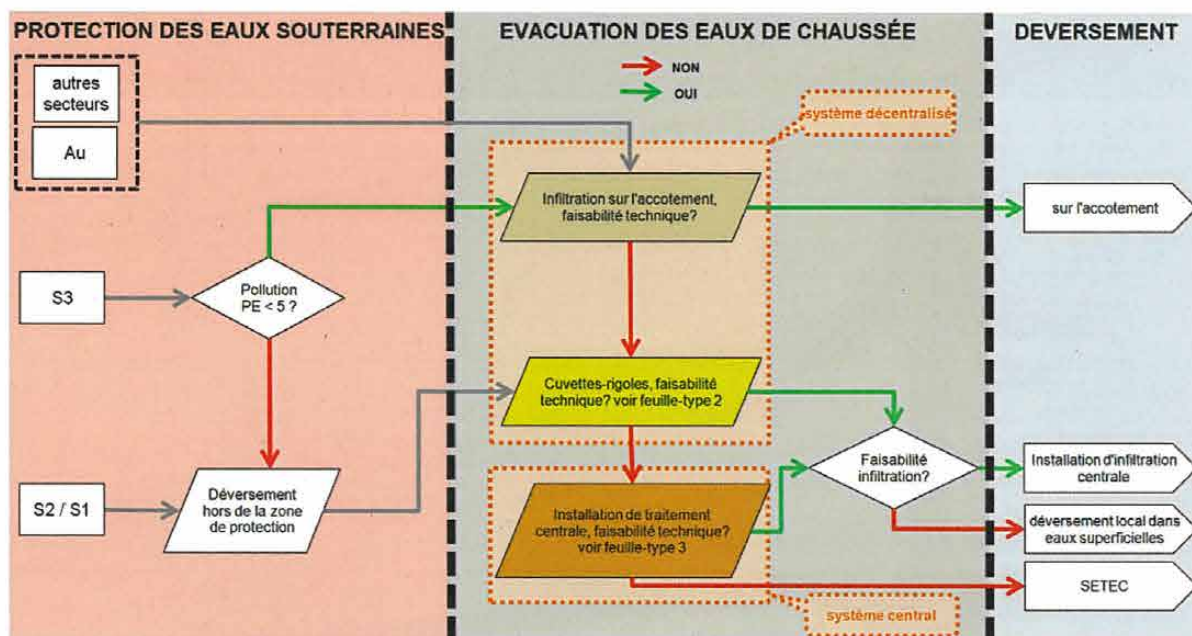


Figure 3 : Aide à la décision pour le choix du type d'évacuation des eaux de chaussée

Les différentes données nécessaires pour choisir la nécessité d'un traitement des eaux de la jonction de Rolle réaménagée se présentent comme suit :

- Périmètre pour le secteur du projet défini comme "Au" de protections des eaux souterraines
- Pas de potentiel d'infiltration le long de l'autoroute (selon la carte de confédération qui mentionne que la perméabilité est très faible)
- La mise en place de cuvettes-rigoles pour l'évacuation des eaux de chaussée n'est pas adaptée, car la majeure partie du tronçon est située trop loin des points de rejet dans les eaux superficielles et que le potentiel d'infiltration ne permet pas d'y palier

3.4.1 Conditions de pollution

La charge en pollution, pour les eaux d'autoroute dans le périmètre d'étude est évaluée comme élevée au vu du trafic journalier moyen y circulant (plus de 100 000 TJM). Pour la jonction cette charge est considérée comme moyenne au vu du trafic journalier moyen (entre 10'000 et 14'000 TJM).

Cependant, les eaux de l'autoroute et de la jonction sont évacuées sur le réseau communal et on considère donc que la charge de pollution est élevée pour notre analyse.

Le classement de pollution est évalué comme élevé pour tous les axes



3.4.3 Niveau d'exigence au déversement

Pour les eaux d'autoroute (N01), l'analyse donne les résultats suivants :

- Charge de trafic élevée (PE >100)
- Le réseau d'eau claire sur lequel est raccordé les eaux de la jonction et celle de l'autoroute N01 sont ramenées au lac par un canal
- Le point de rejet se situe dans le secteur de protection des eaux A₀

Déversement dans des eaux superficielles				
Rapport V dans les eaux sans rétention (selon tableau 6)	Secteur de protection des eaux superficielles	Classe de pollution des eaux des voies de communication (selon tableau 3)		
		faible	moyenne	élevée
Cours d'eau $V_{G^*} V_{G, Max} > 1$ $0.1 \leq V_{G^*} V_{G, Max} \leq 1$ $V_{G^*} V_{G, Max} < 0.1$	autres secteurs	admissible	admissible	avec traitement
	secteur de protection des eaux A ₀	admissible	admissible	avec traitement
	autres secteurs	admissible	admissible	avec traitement
	secteur de protection des eaux A ₀	admissible	avec traitement	avec traitement
	autres secteurs	avec rétention	avec rétention	avec rétention + traitement
	secteur de protection des eaux A ₀	avec rétention	avec rétention + traitement	avec rétention + traitement
Eaux dormantes	autres secteurs	admissible	admissible	avec traitement
	secteur de protection des eaux A ₀	admissible	avec traitement	avec traitement

Figure 4 : Tableau de détermination du type de déversement admis

Ainsi, il y a nécessité de traiter les eaux de la jonction ainsi que celles de la N01 avant leur rejet dans le lac.

Au vu du niveau de pollution et de la vulnérabilité du milieu récepteur le déversement doit être précédé d'un traitement



3.5 Exutoires et capacité du réseau communal

3.5.1 Situation actuelle

Actuellement, l'ensemble des eaux de la jonction est raccordé au réseau d'eau clair communal. Une bonne partie de ces eaux est raccordée au niveau de la chambre N°1479) comme illustré sur la figure ci-dessous.

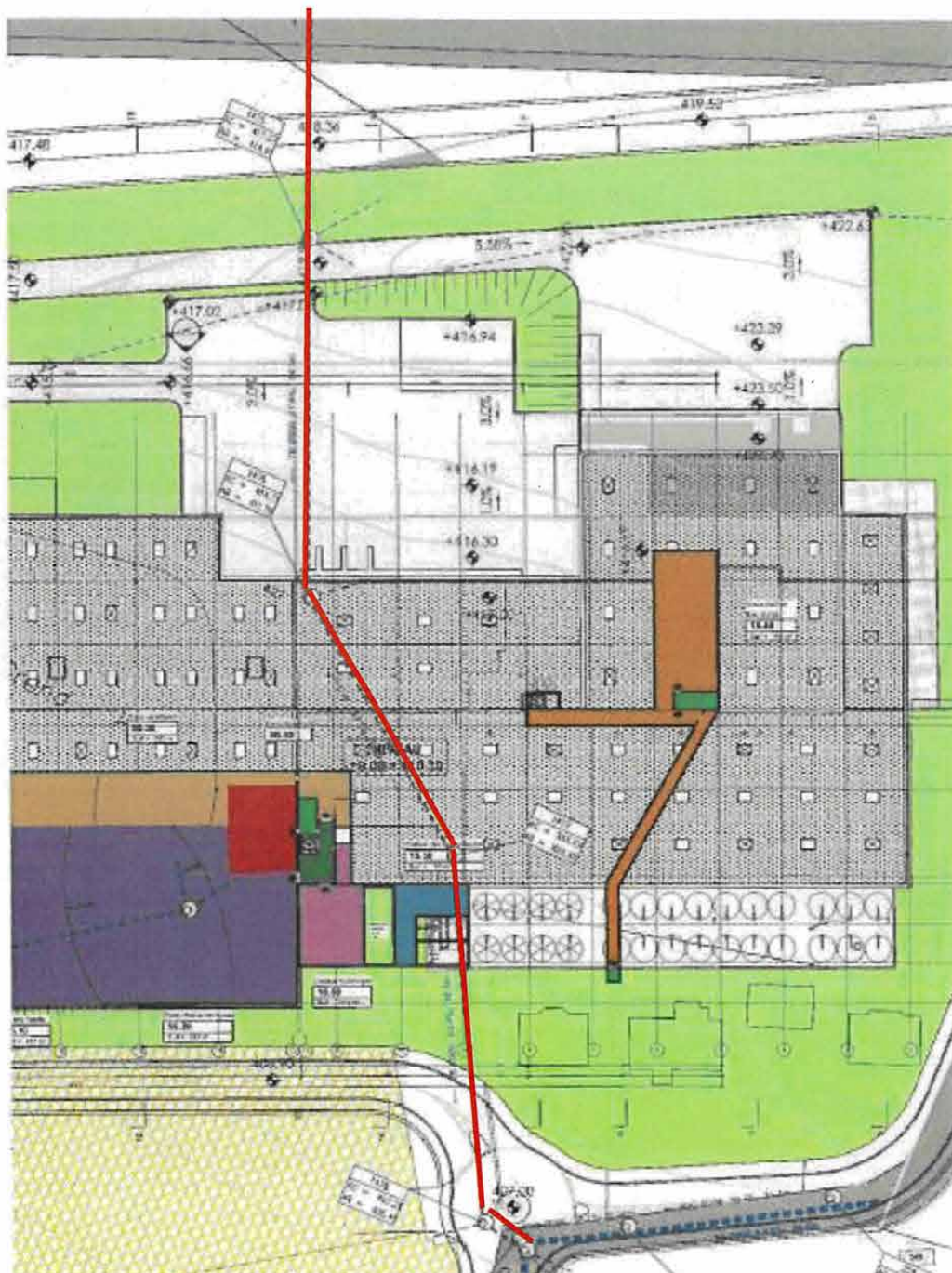


Figure 5 : Emplacement actuel du raccordement des eaux de la jonction sur le réseau communal



Ce raccordement ne peut pas être maintenu, car il est en conflit avec le projet du Nouveau Site de Production (NSP) de Schenk SA.

3.5.2 Situation future

L'impact du réaménagement sur les bassins versants de la jonction se déversant dans le réseau communal d'eau claire est équivalent à la situation existante.

Le débit induit par la jonction réaménagée et la suppression de l'exutoire "Schenk" est faible, c'est à dire de l'ordre de 50 l/s pour une pluie d'un temps de retour de 5 ans et pourra transiter par le réseau existant.

Le nouveau point de raccordement de la majorité des eaux de la jonction réaménagée sera la chambre 1522. Cette chambre a été choisie après discussion avec la commune qui confirme la réserve de capacité sur la conduite de diamètre 700 mm qui passe à cet emplacement. Il faut noter qu'en plus de la capacité hydraulique disponible, la profondeur de cette chambre permet ce raccordement de manière gravitaire. Les eaux de la partie Nord et de la partie Est ainsi qu'une partie des eaux de la partie Sud de la jonction réaménagée seront donc raccordées à cette chambre. Le reste de la partie Sud sera également raccordée sur la conduite de diamètre 700 mm au niveau de la chambre 1523.

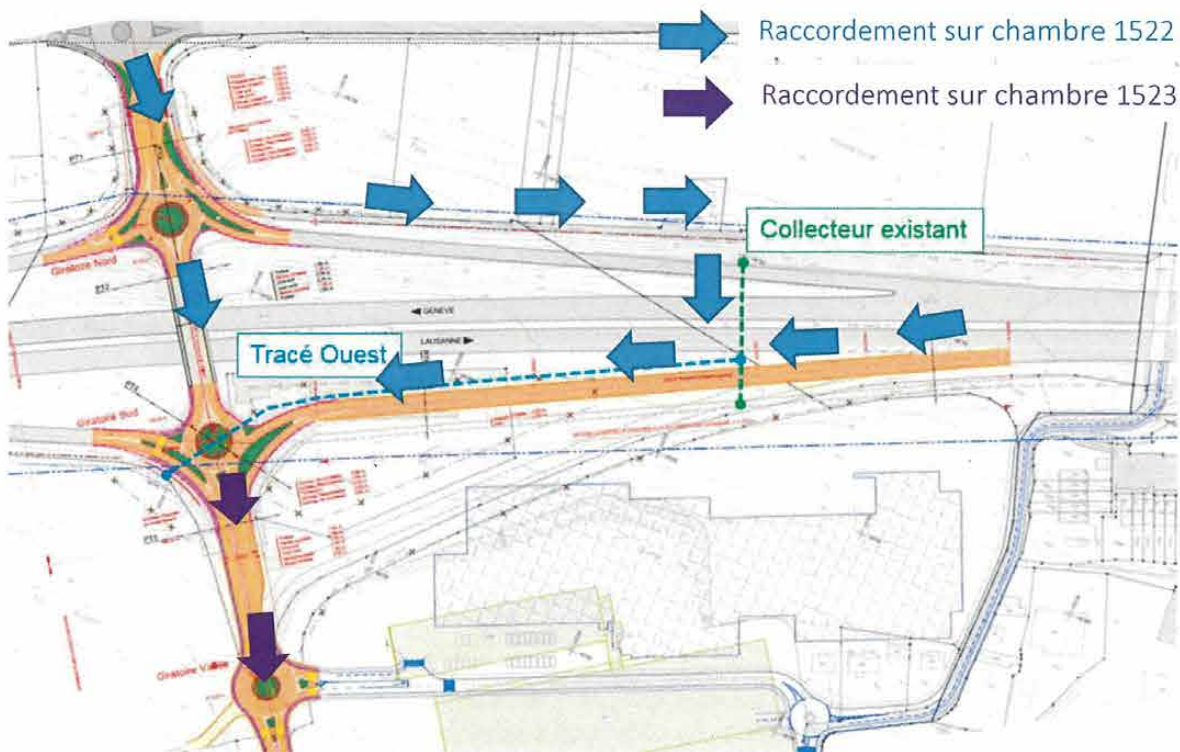


Figure 6 : point de raccordement sur le réseau d'eau claire communal des eaux de la nouvelle jonction

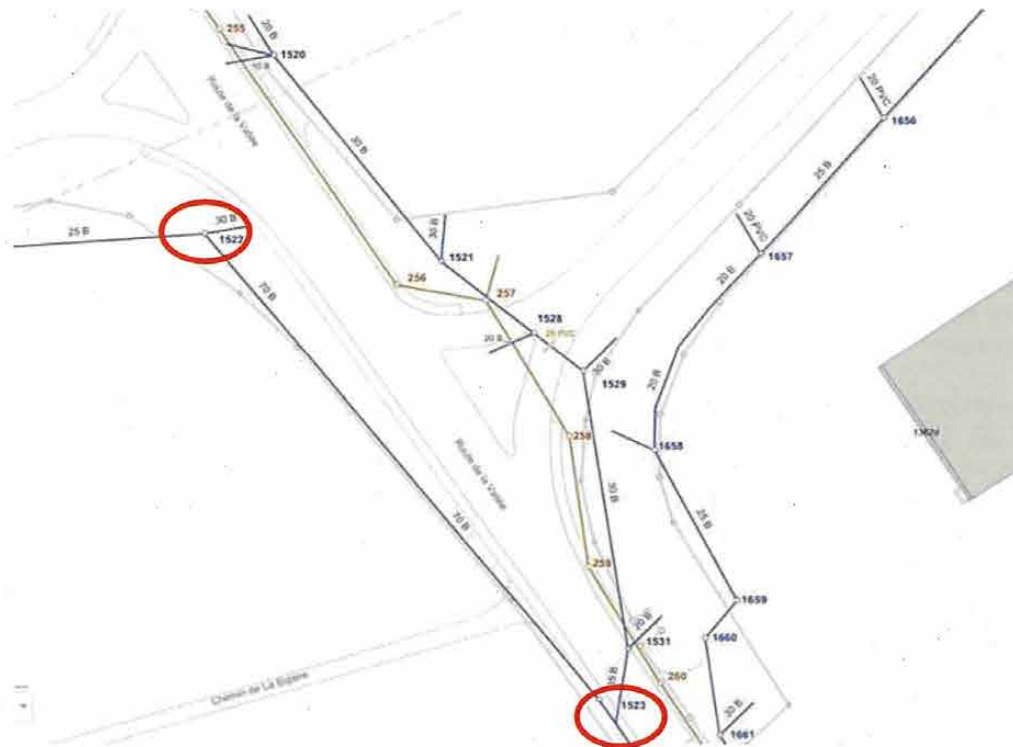


Figure 7: points de connexion de la nouvelle jonction sur le réseau d'eau claire communal

Il faut noter que la seule différence par rapport à la situation actuelle est le point de raccordement sur le réseau communal. Actuellement les eaux sont acheminées sur le réseau au niveau de la chambre n°1479 par une conduite qui passe sous une parcelle privée. Les nouveaux points de raccordements de la jonction réaménagée seront les chambres n°1522 et n°1523 sans passage sur des parcelles privées.

3.6 Point de rejet

Le point de rejet des eaux de la jonction réaménagée reste identique à celui de la situation actuelle. Les eaux seront acheminées dans le lac par le réseau d'eau claire communal. Les eaux ne sont donc pas acheminées à la STEP.

4. Conclusions

Les eaux de la jonction ainsi que celles de la N01 dans le périmètre d'étude nécessitent un traitement avant rejet sur le réseau communal. La commune a confirmé que la capacité du réseau d'eaux claires sur lequel le raccordement est prévu est suffisante pour acheminer le faible débit (50/s pour T = 5ans) engendré par la jonction réaménagée. Ainsi, il n'est donc pas nécessaire de mettre en place un système de rétention des eaux.

Cependant, la mise en place d'un système de traitement pendant la réalisation de la jonction n'est pas judicieux car ce projet n'est pas intégré à un projet d'entretien du réseau autoroutier. La planification de la mise en conformité du traitement des eaux des chaussées autoroutières dans ce secteur sera traitée par l'OFROU dans la phase d'étude suivante.

[Annexe 2]

Demory Charles-Henri ASTRA

De: Jost Cécile <Cecile.Jost@swissgrid.ch>
Envoyé: vendredi, 22 février 2019 12:09
À: Baumann Thomas BAFU
Cc: Rapin Jean-Jacques; Demory Charles-Henri ASTRA
Objet: N01. Jonction de Rolle (VD) - réaménagement
Pièces jointes: GS-UVEK N01 Jonction de Rolle - réaménagement (003).pdf

Bonjour Monsieur,

J'accuse réception de votre prise de position du 1^{er} novembre 2018 dans le cadre de la procédure mentionnée en titre.

Dans le chapitre 3.9 de votre prise de position, vous écrivez que « pour la ligne à haute tension [...] 220 kV de Swissgrid, la distance au sol des conducteurs de phase est réduite, ce qui d'après l'annexe 1, ch. 12, al. 7, let. a, de l'ordonnance sur la protection contre le rayonnement non ionisant (ORNI ; RS 814.710) est considéré comme une « modification d'une installation » ».

Vous écrivez également que « Selon l'art 11, ORNI, le détenteur doit remettre à l'autorité compétente en matière d'autorisations une fiche de données spécifique au site et ce, avant qu'une installation pour laquelle des limitations d'émissions figurant à l'annexe 1 de l'ORNI soit modifiée au sens de l'annexe 1. En particulier, cette fiche doit contenir la preuve que la valeur limite de l'installation (VLInst) de 1 µT pour la densité de flux magnétique est respectée dans tous les lieux à utilisation sensible (LUS) ».

Cependant, la modification d'une installation décrite dans l'annexe 1, ch. 12, al. 7, let. A de l'ORNI ne s'applique pas à la procédure mentionnée en titre car la procédure n'a pas pour objet la modification de la ligne électrique 220 kV de Swissgrid elle-même mais la modification de son environnement.

Une opération de remblayage minime de sol satisfaisant aux conditions décrites dans l'article 14 alinéa 1 de l'OLEI (734.31) ne saurait constituer une modification d'une ancienne installation et entraîner les obligations décrites dans l'article 9 de l'ORNI.

Si tel devait être le cas, nous nous verrions obligés de nous opposer systématiquement à tout projet de remblayage de sol même minime sous nos lignes aériennes.

Par ailleurs, la procédure mentionnée en titre consistant en la création de deux giratoires et le déplacement d'une bretelle d'autoroute, elle n'entraîne aucune création de LUS. Il n'est donc pas opportun de remettre une fiche de données spécifiques contenant la preuve que la valeur limite de l'installation (VLInst) de 1 µT pour la densité de flux magnétique est respectée dans tous les lieux à utilisation sensible (LUS).

En vous remerciant de prendre note de ce qui précède et en restant à votre disposition si nécessaire, je vous prie d'agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Meilleures salutations
Cécile Jost

Cécile Jost
Grid Maintenance Manager

T +41 58 580 22 56
M +41 79 513 84 21
cecile.jost@swissgrid.ch

Swissgrid SA
Regional Base West
Flumeaux 41
1008 Prilly-Malley
Suisse

Ce message et ses pièces jointes peuvent contenir des informations confidentielles et/ou juridiquement protégées – par la législation relative à la protection des données, le droit d'auteur ou d'autres droits; ces informations sont exclusivement réservées à l'usage du destinataire. Si vous n'êtes pas le destinataire ou une personne autorisée à recevoir ce message au nom de celui-ci, il vous est interdit d'utiliser, de copier, d'enregistrer, de communiquer, de diffuser et de transmettre ce message, ou d'agir d'une quelconque façon sur la base de ce message ou des informations qu'il contient. Si vous avez reçu ce message par erreur, nous vous prions d'en avertir immédiatement le bon destinataire et de supprimer définitivement ce message et ses pièces jointes de tout ordinateur. D'avance, merci.

[Annexe 3]

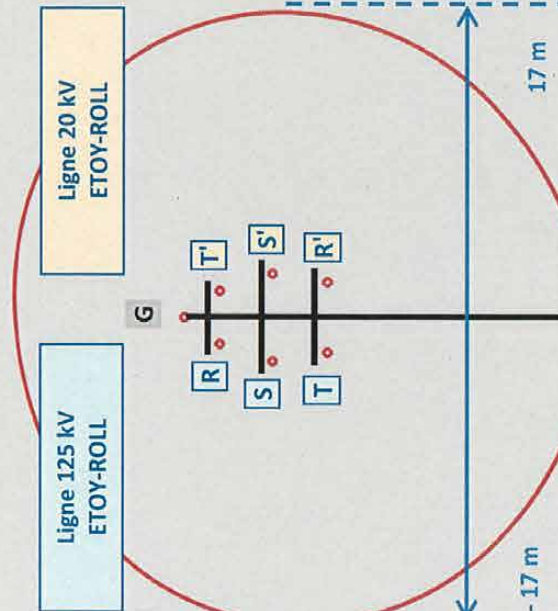
Coupe liaison 200 ETOY-ROLL, Pylônes 4, 5 et 6 Densité de champ magnétique pour $I_{nom} = 535 \text{ A}$

Hauteur,
en mètres

50 m

Vue en coupe

22 m



Courbe iso champ $B = 1 \mu\text{T}$

Nord
(côté Gimel)

Sud
(côté lac)

-50 -47.5 -45 -42.5 -40 -37.5 -35 -32.5 -30 -27.5 -25 -22.5 -20 -17.5 -15 -12.5 -10 -7.5 -5 -2.5 0 2.5 5 7.5 10 12.5 15 17.5 20 22.5 25 27.5 30 32.5 35 37.5 40 42.5 45 47.5 50

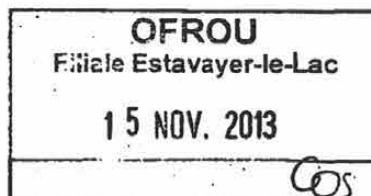
Distance à l'axe du mât,
en mètres

[Annexe 4]



Service de la mobilité
Av. de l'Université 5
1014 Lausanne

Service des routes
Place de la Riponne 10
1014 Lausanne



DETEC - Office fédéral des routes
Division Infrastructure routière
Filiale Estavayer-le-Lac
M. Stefano Coraducci - Chef de filiale
Place de la Gare 7
1470 Estavayer-le-Lac

Tél. : 021 / 316.71.33
E-mail : virginie.berthollet@vd.ch

V réf. :
N réf. : VKVB/vdj 130870

Lausanne, le 13 novembre 2013

Jonction de Rolle

Monsieur le Chef de filiale,

A la suite de notre rencontre du 30 août dernier avec Mme la Conseillère d'Etat N. Gorrite, nous avons évoqué le projet de réaménagement dans le secteur de la jonction de Rolle. Vous avez ensuite tenu séance avec M. Molina et Mme Berthollet du Service de la mobilité.

Nous tenons à vous confirmer le vif intérêt du Canton pour le projet de développement du site Schenk à fins privés et le projet d'assainissement de la jonction autoroutière de Rolle.

En effet, l'ensemble de ce secteur, situé entre la gare de Rolle et l'autoroute A1, est un pôle de développement économique soutenu par l'Etat dans le cadre de la politique des pôles.

Le franchissement de la jonction autoroutière par les bus fait partie des mesures du projet d'agglomération (mesure PAFVG 12-8 "construction d'aménagement pour les bus en rabattement vers les gares ferroviaires dans le canton de Vaud (intégrant l'amélioration du franchissement des jonctions autoroutières de Nyon, Gland et Rolle pour les bus)").

Nos services sont particulièrement conscients de l'enjeu du développement de ce site, nous mettons tout en œuvre pour coordonner les interventions dans le périmètre, dans les délais annoncés, impératifs par l'entreprise Schenk dont, selon les informations en notre possession, l'avenir en dépend.

Jonction de Rolle

Nous confirmons la nécessité d'étudier le projet dans son ensemble et dans les meilleurs délais.

Nous espérons ainsi pouvoir renforcer la collaboration étroite entre nos deux instances dans le cadre de ce projet.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Chef de filiale, nos compliments distingués.



Vincent Krayenbühl
Chef du service de la mobilité

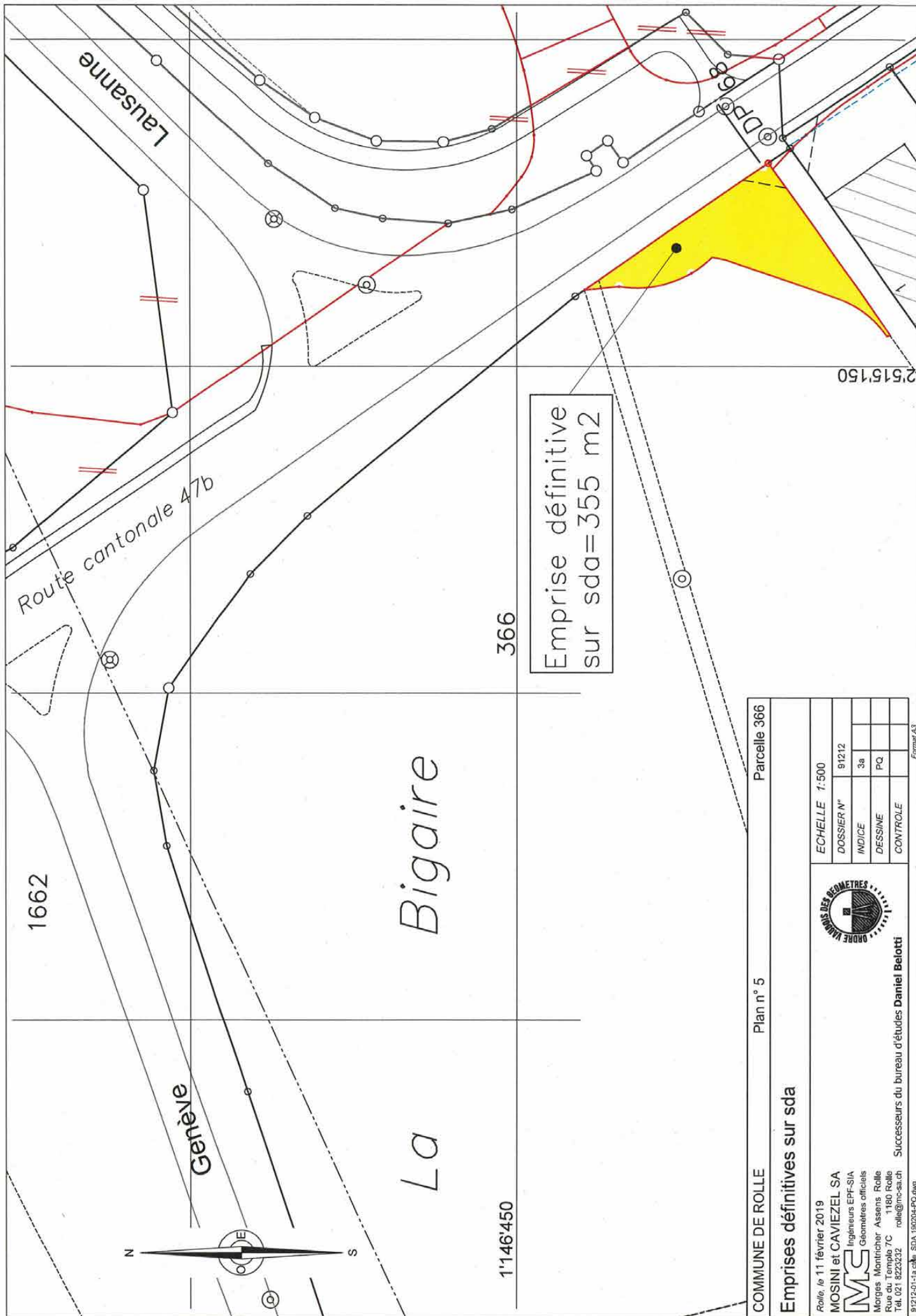


Dominique Blanc
Chef du service des routes

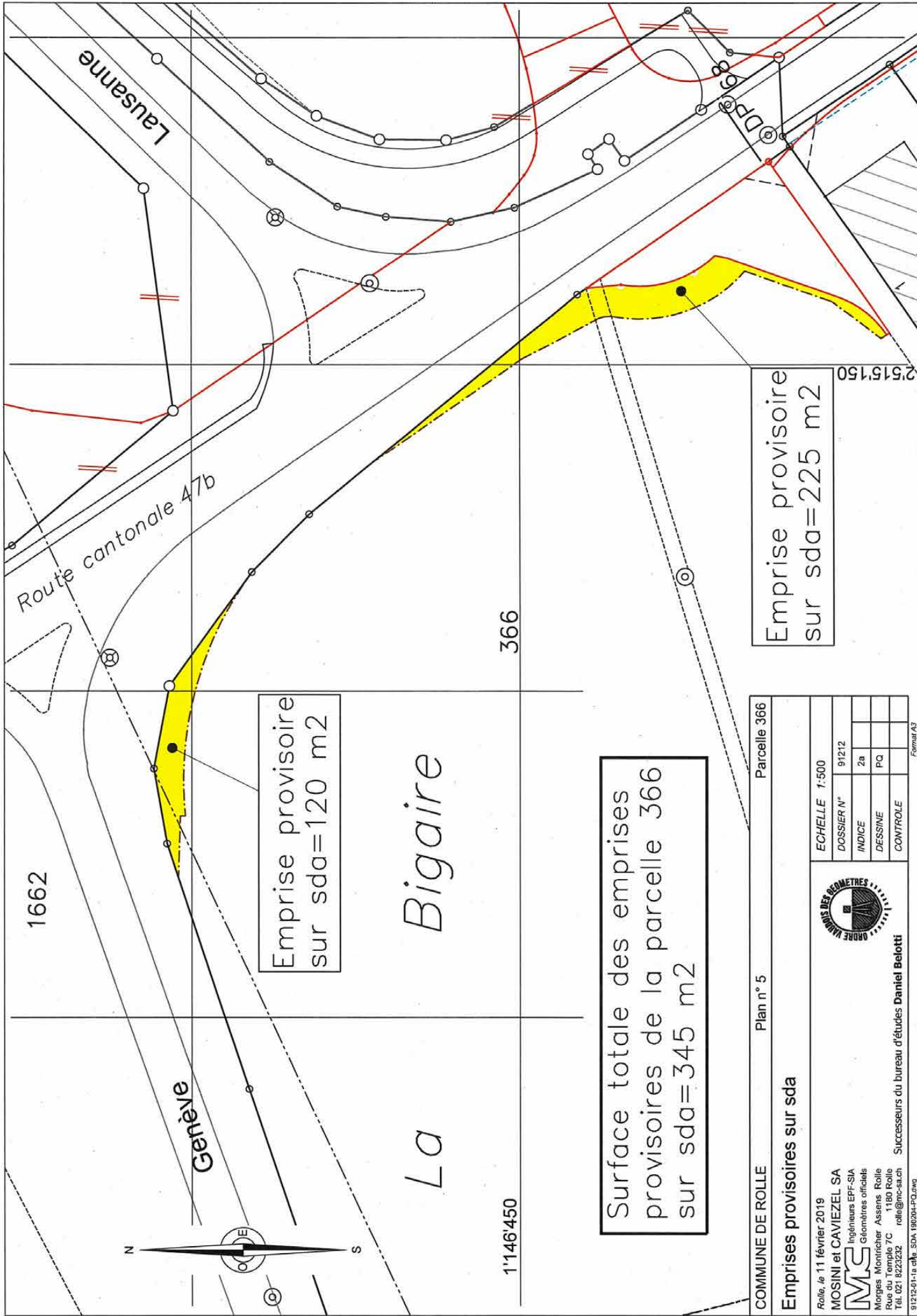
Copie:

- ❖ Service du développement territorial, M. Philippe Gmür, Chef de service
- ❖ Service de la promotion économique et du commerce, M. Lionel Eperon, Chef de service

[Annexe 5]



COMMUNE DE ROLLE		Plan n° 5		Parcelle 366	
Emprises définitives sur sda					
Rolle, le 11 février 2019 MOSINI et CAVIEZEL SA Ingénieurs EPF-SIA Géomètres officiels Morges Montcher Assens Rolle Rue du Temple 7C 1180 Rolle Tél. 021 8223232 rolle@mc-sa.ch 91212-01-1a_celle_SDA_190204-PQ.png					
		ECHELLE 1:500 DOSSIER N° 91212 INDICE 3a DESSINE PQ CONTROLE			
Successeurs du bureau d'études Daniel Belotti 91212-01-1a_celle_SDA_190204-PQ.png					



Emprise provisoire
sur sda=225 m2

Emprise provisoire
sur sda=120 m2

Surface totale des emprises
provisoires de la parcelle 366
sur sda=345 m2

COMMUNE DE ROLLE		Plan n° 5		Parcelle 366	
Emprises provisoires sur sda					
Rolle, le 11 février 2019		ECHELLE 1:500			
MOSINI et CAVIEZEL SA		DOSSIER N°		91212	
Ingénieurs EPF-SA		INDICE		2a	
Morges Montricher Assens Rolle		DESSINE		PQ	
Rue du Temple 7C 1180 Rolle		CONTROLE			
Tél. 021 8223232 rolle@mc-sa.ch		Successeurs du bureau d'études Daniel Belotti			
91212-01-18 cde_SDA_180204-PQ.dwg		Formal A3			

[Annexe 6]



Notice d'impact sur l'environnement (RIE)

Suivi environnemental de la phase de réalisation

	Contrôle de la mise en œuvre par le SER
Air	Sur la base du préavis de l'autorité compétente et des prescriptions formulées dans les soumissions, le SER contrôlera le respect des mesures sur le chantier lors des visites de chantier. Le SER veillera notamment au respect de la directive « Air Chantier ».
Bruit	Le contrôle de la mise en place des mesures de protection contre le bruit et de leur respect devra être réalisé dans le cadre du suivi environnemental de chantier.
Protection des sols	Le respect des mesures définies pour protéger le sol lors de la circulation sur le sol, de la manipulation et du stockage de matériaux terreux selon les directives et normes en vigueur (en particulier la norme VSS 640 581) est à assurer par le suivi environnemental du chantier. Le SER veillera également à ce que les matériaux terreux décapés soient valorisés.
Eaux	Le SER veillera à l'application de la norme SIA 431 et la directive DCPE 872 dans le cadre des travaux (mesure Eaux 1).
Sites pollués	Le SER sera chargé d'analyser les matériaux déblayés à proximité des anciennes décharges et de proposer une gestion adéquate des matériaux.
Matériaux, déchets	Le SER veillera à la mise en œuvre des mesures Déchets 1-3 : <ul style="list-style-type: none">- valorisation des matériaux d'excavation dans la mesure du possible- établissement d'un plan de gestion des déchets de chantier (en respectant la norme SIA 430 et les directives DCPE 872, DCPE 874 et DCPE 875)- analyse de la teneur en HAP des revêtements bitumineux et analyses des déchets de démolition éventuellement souillés par des activités polluantes.
Organisme dangereux	Le SER portera une attention particulière à la présence de plantes exotiques envahissantes à proximité du chantier. Au besoin, il fera exécuter les mesures prescrites afin de lutter contre leur dissémination.
Nature	Le SER veillera à l'application des mesures « Nature » selon les règles de l'art. Il veillera particulièrement à la réalisation des mesures dans des périodes favorables (dans le but de limiter au maximum les impacts sur la faune) et à la réalisation des mesures de façon à permettre l'atteinte des objectifs écologiques. Un plan d'entretien pour les années suivant la réalisation des mesures devra également être élaboré.
Archéologie	En cas de découverte de vestiges archéologiques lors des travaux de terrassement, le SER informera immédiatement la section archéologie cantonale et le service spécialisé en archéologie/paléontologie de l'OFROU.

Cahier des charges pour le SER

